L’agonie de l’utopie libérale et le retour de la finitude. Sur le livre d’Arnaud Orain, Le monde confisqué

Depuis des décennies, le libéralisme semblait promettre aux Occidentaux l’accroissement infini, global et général du niveau de vie. Il apparaît de plus en plus manifestement qu'il propose en fait de gérer une nouvelle pénurie.

En dehors de quelques exceptions [1], cette évolution pourtant structurante est rarement analysée en tant que telle par les commentateurs politiques et médiatiques.

C'est ainsi qu'au cours des vingt dernières années, plusieurs épisodes ont été présentés comme des irrégularités au prisme d'analyse dominant des relations internationales : interventions militaires russes en Géorgie et en Ukraine, raidissement autoritaire de la Chine, retour assumé du protectionnisme dans la politique tarifaire, aux États-Unis comme dans l'Union européenne. En réalité, ces occurrences ne relèvent pas d'épiphénomènes ou d'un dérèglement conjoncturel de l'ordre mondial mais elles matérialisent plutôt l'avènement d'une logique à la fois ancienne et renouvelée : le paradigme de la « finitude » et de la rareté des ressources. C’est l'importance structurante de ce paradigme que révèle l'ouvrage d'Arnaud Orain, *Le monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude, XVIe-XXIe siècle*, publié en janvier 2025 : il y explique comment le capitalisme contemporain, plutôt que de continuer à promettre la prolongation infinie de l'abondance, se reconfigure autour du contrôle de la rareté, de la puissance, de la maîtrise des espaces, des flux et, in fine, des ressources.

Arnaud Orain est économiste et historien, spécialiste d'histoire économique et d'économie politique, directeur d'études à l'EHESS. Ses travaux portent principalement sur les différentes théories économiques et leurs implications historiques, et il formalise dans ce livre un nouveau concept paradigmatique de théorie économique qu'il appelle « le capitalisme de la finitude ». Cette logique capitaliste singulière s'est déjà révélée, selon lui, à trois périodes spécifiques de notre histoire moderne. Pour chacune d'entre elles, il identifie la manière dont la notion de finitude s’applique, chez les acteurs de l’époque, à la fois conceptuellement et matériellement, jusqu’à modifier les structures économiques.

Ce paradigme de la finitude se caractérise par un fragmentation progressive et systémique des circuits économiques mondiaux en même temps qu'il impose qu'un contrôle renforcé sur les espaces et ressources. Il entraîne un processus de mutation du système économique mondial, qui, d'ouvert et centralisé, transitionne vers une multiplicité de systèmes clos sur eux-mêmes, « en silo », et controlés de bout en bout.

Cette logique de fermeture se déploie à travers plusieurs catégories: la circulation des stocks et des flux, les formes de contrôle territorial, le rapport aux monopoles et à la occurrence; qu'Arnaud Orain identifie et dont il analyse la transition pour chaque époque. Ces éléments d'analyse de théorie économique sont pas constitués de ruptures et de grandes dates, mais plutôt d'évolutions latentes et incrémentales, une logique se substituant progressivement à une autre, jusqu'à modifier la circulation du commerce mondial et certains des processus d'accumulation capitaliste. Le livre illustre chacune de ces catégories et leur déplacement de chaque période jusqu'à notre actualité, qu'il analyse au prisme des dynamiques observées.

Selon Arnaud Orain, son objectif est, pour chaque époque de « dégager les invariants » de ces transformations, en analysant l'abondante pensée théorique des acteurs qui les accompagnent. L'ambition de son ouvrage est « de faire l'histoire de l'économie, pour expliquer l'économie de notre temps ».

Cet article se contente de présenter lesdites catégories, et se concentre sur leur déplacement à la période actuelle.

Des apports conceptuels

L'ouvrage conduit notamment à réévaluer certains des cadres conceptuels à travers lesquels nous comprenons habituellement l'histoire, comme par exemple la notion de mercantilisme. Celle-ci est plutôt remplacée par le concept de « capitalisme de la finitude », ce qui évacue l'idée qu'il s'agirait d'une simple phase archaïque et vite dépassée du capitalisme, puisque selon Arnaud Orain, cette logique de finitude se déploie autant au XVIe siècle qu'à l'ère de la révolution industrielle ou dans le capitalisme contemporain.

En historien, Arnaud Orain permet aussi repenser l'historiographie classique des XIXe et XXe siècles, en situant par exemple le « retour de la guerre » dès le dernier quart du XIXe siècle plutôt qu'en 1914. Ce moment de tensions et d'accélération de la compétition entre puissances coloniales européennes, correspond à ce qu'il appelle une « guerre contre les colonisés » et, plus largement, une « guerre contre le vivant », c'est-à-dire à l'expansion brutale de l'espace d'exploitation capitaliste. Enfin, l'auteur nous incite à reconsidérer les oppositions conventionnelles entre les différentes périodes du libéralisme, ou entre capitalisme libéral et interventionnisme d'État. Il n'y a pas de rupture entre les différentes formes de libéralisme : paléo-libéralisme et libéralisme classique, libéralisme « encastré » et keynésien, ou néolibéralisme. Il y a par contre un déplacement, un changement paradigmatique, entre période libérale et

période de la finitude, ce qui fait l'objet du livre.

Les périodes de la finitude

Selon Orain, le premier âge de la finitude est la forme originelle du développement de l'époque capitaliste, au début du XVIe siècle. Cette première période correspond au moment où la terre habitée des humains « fait monde » pour la première fois, puisqu'à partir des années 1520 il devient possible d'en faire le tour. Cette conscience de la globalité renforce chez les Européens ces dynamiques d'accaparements expansionnistes et colonisatrices qui caractérisent ce premier âge capitaliste. En compétition les uns avec les autres, les Européens se précipitent à la conquête de ressources et de territoires, dont ils tentent de contrôler les flux économiques, notamment à travers le système de l'exclusif colonial ou les comptoirs commerciaux.

Le deuxième âge de la finitude se matérialise à partir des années 1880, à la fin d'un XIXe siècle libéral instauré par la domination de la puissance hégémonique mondiale de l'époque, la Grande-Bretagne. Cette période qui accompagne le déclin de cette superpuissance se caractérise également par la conscience de la forte poussée démographique en Europe, qui alimente l'urgence vitale de s'accaparer les ressources. Arnaud Orain souligne que cette époque correspond aussi à un moment historique de sécularisation des consciences en Europe : la fin du XIXe siècle marque l'évanouissement de la perspective religieuse de l'au-delà. Les Européens cessent alors de se projeter vers un ailleurs non terrestre et investissent la matérialité du monde, en parallèle des dynamiques impérialistes (domination du capital financier, concentration économique, contrôle des débouchés…) bien décrites par Lénine [2]. Alors que leur propre transition démographique est en cours ou achevée, cette logique de compétition et d'accaparement est encore renforcée par la perspective de l'expansion démographique à venir des pays colonisés, et propulsée par l'apparition de nouveaux rivaux à l'extérieur de l'Europe, principalement les États-Unis et le Japon.

Aujourd'hui, au début du XXIe siècle, le troisième âge de la finitude est toujours alimentée par la mondialisation et la compétition internationale, mais aussi et surtout par la prise de conscience graduelle de la rareté des ressources et de la crise écologique : c'est-à-dire de l'impossibilité pour les écosystèmes de se reproduire suffisamment pour soutenir toute la croissance mondiale, tant en minerais qu'en ressources énergétiques ou agricoles. Cette prise de conscience du problème écologique s'ajoute aux dynamiques de rivalités internationales et fait du contrôle de la rareté un enjeu de survie, et non plus seulement de performance économique. Cette conscience nouvelle [3] pousse alors à nouveau les puissances économiques à « s'accaparer dans la précipitation » les ressources et leurs espaces productifs. Arnaud Orain explique que le slogan du capitalisme de la finitude pourrait être : « *Il n'y en aura pas pour tout le monde.* »

La privatisation des stocks et des flux

Pour chaque période mentionnée, le premier facteur du passage du libéralisme - système d'ouverture et de circulation - à un système de finitude est d'abord la remise en cause de l'hégémonie de la puissance qui était jusque-là seule capable de garantir les échanges internationaux. Arnaud Orain définit le libéralisme comme une logique consubstantiellement infinie, dans laquelle la croissance est perçue comme une source d'enrichissement collectif. Cette croissance repose sur deux principes fondamentaux : la concurrence « libre et non faussée » et la division internationale du travail. Dans ce système d'ouverture, le marché, centralisé par la puissance hégémonique, est défini comme la fluidité organisée des stocks et des flux et constitue l'instance allocatrice des ressources, dont les routes maritimes sécurisées en sont les vecteurs primordiaux.

La Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 formalise ce principe en consacrant la liberté de navigation : tout État, même sans littoral, peut naviguer en haute mer sous son propre pavillon, et il n'existe pas de droit de visite ou d'arraisonnement par une autre puissance, sauf en cas avéré de piraterie ou de traite humaine. Mais faire respecter ce droit, et cette circulation essentielle au libéralisme, suppose une puissance hégémonique, maritime et navale, en capacité de le faire : les États-Unis et leurs alliés européens aujourd'hui après la Grande-Bretagne et ses alliés au XIXe siècle.

Le premier marqueur du passage de l'ouverture à la finitude est donc la remise en cause de cette hégémonie sur le plan matériel, à la fois militaire et commercial. Cette remise en cause du « système hégémonique » conduit à une fragmentation du commerce mondial, et entraîne en conséquence les autres axes de fermeture : le retour plus ou moins direct de l'accaparement territorial, la constitution de monopoles et le rejet de la concurrence.

Aujourd'hui, les forces navales américaines mobilisées pour sécuriser le commerce international représentent sept flottes réparties sur une dizaine de bases dans le monde, onze porte-avions et environ 240 milliards de dollars de dépenses annuelles, soit environ cinq fois le budget de l'armée française. Il devient ainsi de plus en plus coûteux et tendenciellement insoutenable pour les États-Unis de garantir la sécurité du commerce international. Cette difficulté se constate par exemple dans la région de la mer Rouge, où les Houthis bloquent par intermittence le détroit de Bab el-Mandeb, ou dans les tensions qui s'accumulent en mer de Chine. Et c'est encore plus manifeste autour du détroit d'Ormuz, où malgré le déchainement de toute la violence de leur puissance contre l'Iran en mars 2026, les Etats-unis ne parviennent ni à rouvrir durablement le passage ni à renverser le régime qui leur résiste.

Cette privatisation des océans induit alors la fermeture des mers en tant qu'espaces de flux et de stocks. Les routes maritimes, jusque-là ouvertes par la garantie centralisée de « l'hégémon » [4], redeviennent des instruments directs de contrôle et de domination des circuits commerciaux. La fragmentation des espaces maritimes

accompagne ainsi la reconstitution de « zones d'impérialité », des espaces régionaux à l'intérieur desquels la puissance dominante localement impose ses règles commerciales. Les échanges sont garantis dans chaque zone que par les puissances en capacité de le faire, qui forgent ainsi un droit de contrôle sur les flux qui les traversent et privatisent les stocks qui s'y trouvent, aboutissant à une nouvelle répartition du contrôle maritime mondial.

Pour expliquer ce phénomène aujourd'hui, et notamment le relier à l'action de la Chine, Arnaud Orain cite le amiral de l'US Navy de la fin du XIXe siècle -donc au début du deuxième âge du capitalisme de la finitude -, Alfred Mahan, dont il tire ce qu'il nomme « les lois de Mahan » : un pays qui cherche à s'industrialiser, donc à devenir une puissance commerciale et stratégique, tend mécaniquement à s'accaparer des zones de marché extérieures, à la fois pour garantir son approvisionnement en matières premières et pour s'assurer des débouchés commerciaux. C'est cette nécessité qui conduit à une hybridation des marines commerciales, qui deviennent, selon Arnaud Orain, des marines de guerre comme les autres.

Cette hybridation se constate aujourd'hui dans le cas des navires commerciaux qui fusionnent avec des techniques militaires, par exemple lorsqu'ils installent des conteneurs lance-missiles sur les cargos de marchandises, pour se défendre à moindre coût en dehors de leurs zones de contrôle effectives. Pour sécuriser ses débouchés au-delà de sa propre zone, une puissance industrielle émergente développe ainsi à la fois une marine marchande autonome et une marine de guerre : elle devient une puissance navale - militaire - et une puissance maritime, c’est à dire dotée de sa propre flotte marchande et de ses propres ateliers de construction navale. Seules les puissances qui produisent leurs propres navires, sécurisent et contrôlent leurs routes commerciales sont réellement souveraines dans ce paradigme fermé. Or les États-Unis sont aujourd'hui une grande puissance navale, mais ne sont plus une puissance maritime : c'est à l'aune de cette réalité qu'il faut analyser leurs accords récents avec la Finlande, relatifs à l'acquisition de la production de ses chantiers navals.

Dans ce commerce fragmenté, commercer signifie en réalité convoyer, ce qui réactive une forme nouvelle de la guerre de course [5]. La remise en cause de l'hégémonie américaine ne signifie d'ailleurs pas nécessairement son remplacement par un hegemon chinois : pour la Chine, l'enjeu est moins de remplacer les Etats-Unis que d'affirmer sa souveraineté sur les conditions matérielles de son propre développement - c'est-à-dire de ne plus dépendre, pour son approvisionnement en matières premières, ses routes commerciales et ses débouchés, d'une puissance hégémonique hostile.

L'accaparement territorial : une re -colonisation

Jusqu'ici, le libéralisme « fluidifiait » le sol : peu importait le contrôle effectif, l'essentiel était l'accès aux résultats de la production via le marché. C’est la deuxième dimension du capitalisme de la finitude, après la privatisation des stocks et des flux. Cet accaparement direct des ressources est induite par la fragmentation et la fin du marché

comme instance de répartition qui conduisent désormais les puissances à contrôler l'intégralité de la chaîne de valeur, de la matière première au produit fini. Les trois périodes du capitalisme de la finitude aboutissent ainsi au besoin de gérer, avec le minimum d'intermédiation possible, les « hectares fantômes », c'est-à-dire les espaces à l'extérieur de leurs frontières qui alimentent en matières premières les économies industrielles.

Cette appropriation de fait se constate par exemple en mer de Chine, où la flotte de pêche chinoise, largement et clandestinement militarisée, sert de moyen de pression et d'affirmation de souveraineté, mais aussi d'instrument d'espionnage et d'entrave des flux commerciaux de Taïwan. Cette flotte de pêche hybride permet à la Chine d'affermir son contrôle sur ses circuits commerciaux, et peut aussi privatiser les stocks halieutiques au large des côtes africaines à travers des pratiques de pêche non régulée.

L'horizon de l'affrontement entre puissance impériales rivales, chacune souveraine sur son propre espace conduit mécaniquement à un objectif de maximisation des rendements à l'intérieur de ces « zones d'impérialité », selon l'argument suivant : les rendements des « hectares fantômes » seraient sous-optimaux tant qu'ils ne sont pas directement exploités selon les besoins industriels des puissances dominantes. D'où un retour de l'appropriation directe, une nouvelle forme de colonisation par les pays industriels qui « spécialisent pour eux les terres des autres », par exemple en spécialisation la production des matières premières selon leurs besoins ou par le déplacement de populations de régions entières pour créer des réserves naturelles.

Cette quête d'optimisation induit une « primarisation » [6] ou une « reprimarisation » des économies du Sud, comme le montre le cas du Brésil, où la part des produits manufacturés dans les exportations chute de 50 % entre 2000 et 2021.Cette évolution est encore alimentée par la croissance démographique mondiale et la hausse de la consommation dans les pays du Sud, et surtout par l'émergence d'une forte demande chinoise : l'intégration de la Chine à l'OMC en 2000 a inondé les marchés mondiaux de produits manufacturés et fortement favorisé les investissements dans les secteurs extractivistes des économies du Sud.

La finitude conduit ainsi à exploiter au maximum les ressources de son propre espace de domination, dans une nouvelle forme de spoliation et un renouveau de la logique coloniale. Les plantations d'huile de palme en Indonésie, qui génère près de 85 % de la production mondiale en 2022, l'illustrent bien. Arnaud Orain les qualifie de « nouvelles plantations », en référence au système de production des ressources coloniales du premier âge de la finitude. Des consortiums issus de capitaux de pays développés y achètent et possèdent la terre, y établissent des rentes, apportent la main-d'œuvre et le matériel au milieu de la jungle, possèdent les outils et les moyens de transport, décident des salaires, contrôlent la nourriture et les communications de travailleurs esclavagisés.

Le renforcement des monopoles et le techno-féodalisme

La troisième dimension du paradigme de la finitude est l'instauration et le renforcement des monopoles. « Le capitalisme a toujours été monopoliste », disait Fernand Braudel, mais avec des degrés variables. Le paradigme de la finitude renforce ces monopoles, qui deviennent des armes dans la rivalité entre empires, avec un retour de l'« exclusif » commercial - ce régime qui réservait jadis le commerce d'une colonie à sa seule métropole. La monopolisation d'actifs par coercition, impôts, travail forcé ou accaparement du revenu entraîne un retour de la rente.

Au sein de ces « zones d'impérialité », on assiste au retour du « système des entrepôts », où le contrôle de la production est assuré par la possession des nœuds logistiques. Il s'agit, selon Orain, du retour de la domination du capital marchand sur le capital industriel : réseaux, entrepôts, ports de fret, nœuds ferroviaires, canaux et fleuves sont accaparés par de grandes firmes logistiques monopolistes qui contrôlent la distribution et, in fine, le marché. Leur monopole oriente la production : le maillage des entrepôts contrôle le territoire et organise le pillage des ressources.

Aujourd'hui, on assiste plus largement à un retour des compagnies-état, soutenues financièrement et politiquement, qui colonisent les nouveaux espaces du XXIe siècle : fonds marins, espace extra-atmosphérique ou cyberespace. Ces compagnies, à la croisée du civil et du militaire, concentrent certaines fonctions régaliennes et entrent parfois en contradiction avec leurs États : ainsi de Starlink, qui restreint l'usage de son réseau pour certaines opérations militaires ukrainiennes, ou de Musk, qui négocie avec le PCC pour conserver ses usines Tesla en Chine au moment où Trump veut imposer à celles-ci une élévation des droits de douane. De leur côté, pour mieux les intégrer, les États entrent au capital de ces compagnies et renforcent leurs fonctions monopolistes afin de les utiliser comme des leviers contre les autres puissances. Ces monopoles instaurent un contrôle exclusif et privé des infrastructures, en accord avec leur puissance de tutelle. Le poids structurel de ces nouvelles compagnies-état est devenu si important que le Danemark s'est doté d'un ambassadeur auprès des firmes de la Silicon Valley, devenues des « acteurs de facto de la politique étrangère ».

Arnaud Orain reprend à son compte le concept de techno-féodalisme : selon lui, ces entreprises deviennent « faiseuses de marché », et leur profit provient en réalité du monopole d'un actif - câble sous-marin, entrepôt, brevet - sur lequel elles exercent une souveraineté. Leur rentabilité est issue de la rente et de l'accaparement de cet actif, court-circuitant la logique de prix et de marché. L'objectif n'est plus tant le profit que la souveraineté sur un espace précis, et la captation du revenu d'usagers devenus captifs.

Le rejet de la concurrence, « guerre industrielle »

Dans cette période de la finitude, le capitalisme se développe contre le marché mondial. Les puissances dominantes différencient des zones d'influence à l'intérieur desquelles elles privilégient le commerce avec leurs alliés-vassaux, formant des « silos

commerciaux ». Les flux vers l'extérieur des silos ne sont plus perçus comme un vecteur de croissance, mais comme des fuites, dans un jeu à somme nulle dont il faut réorienter les circuits pour alimenter le centre. Les échanges sont alors orientés selon des considérations stratégiques plutôt que par la logique du marché : sans frais à l'intérieur des silos impériaux, contraint par des barrières tarifaires vers l'extérieur. C'est la quatrième dimension du « capitalisme de la finitude ».

Cette fragmentation modifie intrinsèquement le rapport à la concurrence internationale. Alors que le libéralisme promouvait la libre circulation des biens comme le moteur de l'enrichissement collectif, la finitude l'intègre comme un vecteur d'affaiblissement stratégique - une « guerre industrielle » qu'aujourd'hui la Chine gagnerait inéluctablement. Les grandes puissances cherchent alors à unifier leurs forces intérieures pour réduire leur dépendance à l'égard de l'extérieur. C'est le rejet conjoint de la logique de marché et de l'idée, au cœur du libéralisme, que la poursuite par chacun de son intérêt particulier servirait l'intérêt collectif. Réapparaît au lieu de cela une forme de péréquation économique de la puissance, chaque État cherchant, selon Arnaud Orain, à maximiser sa dimension autarcique, y compris en usant de la coercition contre ses propres acteurs internes.

C'est ainsi qu'on assiste à une arsenalisation [7] des dépendances du côté des États-Unis comme de la Russie ou de la Chine. En conséquence pour chaque puissance économique, le paradigme du développement se déplace de l'objectif de la « stabilité des prix », horizon traditionnel du marché libéral, à une logique de « sécurité des approvisionnements ». Ce rejet du marché et de la concurrence comme système de péréquation est en réalité précipité par le « choc chinois » - la productivité supérieure de la Chine par rapport aux économies occidentales -, qui agit comme un accélérateur : accroître sa propre puissance incite désormais à tenter de diminuer celle de ses rivaux, en arsenalisant les flux commerciaux dont ils sont dépendants.

Le retour de la guerre haute intensité

Dans le système libéral, la guerre était présentée comme une externalité regrettable, un mal nécessaire à la fluidification du marché global. La plupart des interventions militaires américaines depuis la fin de la Guerre froide relèvent de cette logique asymétrique : elles opposent un centre à une périphérie, le centre intervenant pour rétablir la circulation des échanges, comme lors de la guerre du Golfe de 1991. Le capitalisme de la finitude déplace cette conception : de la logique périphérique, on passe à une logique de centre contre centre, potentiellement de haute intensité. Il ne s'agit pas nécessairement d'une guerre totale, limitée par la perspective d'anéantissement nucléaire, mais plutôt d'un état de « ni guerre ni paix » entre grandes puissances - affrontements multiscalaires [8], guerre hybride interétatique, où l'affrontement contrôlé redevient l'horizon des relations internationales. On a d'ailleurs pu constater ces dernières années, qu'un conflit même concentré dans son étendue comme dans son échelle, comme en Ukraine, pouvait être très violent et meurtrier.

Selon Arnaud Orain, si l'affrontement militaire direct entre les États-Unis et la Chine demeure improbable à court ou moyen terme ; le paradigme de la finitude installe durablement un entre-deux. La conflictualité se diffuse pour l'instant sous des formes indirectes, à travers ce qu'il nomme, à la suite de Pierre Charbonnier, une « écologie de guerre » : affaiblir l'adversaire en se passant de lui, rompre les co-dépendances, maîtriser les conditions matérielles de la puissance pour rendre l'affrontement militaire envisageable et soutenable.

Ce déplacement place les forces progressistes des pays développés face à un paradoxe : qu'il s'agisse d'une véritable transition écologique ou d'un nouvel extractivisme, ces deux options supposent une forme renouvelée d'impérialisme. L'économie des quatre éléments - privatisation des flux, accaparement territorial, renforcement des monopoles, rejet de la concurrence - marque un recul net du libéralisme, et transforme les progressistes au sein même de leurs sociétés, puisqu'en Europe comme aux États-Unis, maintenir la sécurité des approvisionnements suppose de plus en plus de se penser contre l'autre, selon la formule de l'économiste du XVIIIe siècle François Véron Duverger de Forbonnais : « protéger et secourir offensivement ». Dans un système capitaliste fini, maîtriser les conditions matérielles de son propre développement impose le déploiement d'une action de sécurisation offensive des circuits économiques, à l'extérieur de ses frontières, et brouille les lignes entre action offensive, préventive et défensive.

L'Europe occupe à cet égard une position profondément inconfortable : ni pauvre ni puissante, elle demeure corsetée par des injonctions libérales héritées d'un monde révolu, qu'elle s'acharne pourtant à ressusciter. Selon Arnaud Orain, la distinction entre un patriotisme écologique sécuritaire et un nationalisme fossile tend à s'estomper, au profit d'une hybridation des deux, en Europe comme aux États-Unis.

Car la finitude ne fait pas que raviver les rivalités entre puissances impérialistes : sa brutalité se reporte en premier sur les peuples et les écosystèmes dominés. Accaparement des terres, reprimarisation forcée des économies, travail asservi des « nouvelles plantations » et appropriation violente des ressources - c'est avant tout vers eux que l'ordre impérialiste renforce ses dynamiques prédatrices.

Communisme de l'abondance contre capitalisme de la finitude

Paru en janvier 2025 - avant les guerres d'Iran, la fermeture du détroit d'Ormuz, l'enlèvement de Nicolás Maduro et la mainmise américaine sur le pétrole vénézuélien- le livre d'Arnaud Orain a posé une analyse que l'actualité n'a fait que vérifier depuis.

Si le libéralisme suppose un hégémon capable à lui seul de garantir le commerce et la circulation mondiale, et qu'aucune puissance ne pourra plus vraiment y prétendre à l'horizon du siècle, alors il n'y a pas de retour possible du libéralisme : toute tentative de le ressusciter est vaine.

« Il n'y en aura pas pour tout le monde » est en fait déjà le mot d'ordre de la réaction autoritaire et des néofascistes, ceux qui assument la brutalité inhérente au monde en train d'advenir. La rareté est déjà administrée par l'accaparement, la prédation et l'exclusion.

Face à ça, la réponse progressiste ne peut pas la prolonger l'ancienne utopie libérale de la consommation à outrance et de la croissance infinie, mais elle doit inverser la logique du capitalisme de la finitude, c'est à dire qu'il peut y en avoir assez si chacun prend sa part. Libérer la production des contraintes du capital créé la possibilité d'une planification démocratique, ancrée dans les limites matérielles réelles, orientée vers les besoins, la durabilité et la protection des écosystèmes. La finitude serait alors le cadre d'organisation de la production, et permettrait d'élaborer le principe de répartition égalitaire que le marché n'assure pas.

Toute solution alternative à l'exctractivisme forcené, mais qui resterait en dehors de la socialisation des moyens de production et de la coopération internationale, comme une prétendue « social-démocratie écologique » pour le dire autrement, ne ferait que poursuivre une nouvelle forme d'impérialisme, car une transition « verte » alimentée par du lithium à bas coût et des terres rares accaparées pour les besoins du Nord industriel prolongerait au Sud une ère de pillage et de dévastation écologique.

La sortie de la prédation consiste à décorréler la qualité de vie des travailleurs de la consommation matérielle, afin de substituer au « pouvoir d'achat » l'abondance des communs : une alimentation non toxique, du temps libre, une éducation gratuite et universelle, des transports fonctionnels et gratuits, le logement, le soin, la santé. Cette sobriété organisée et planifiée démocratiquement, selon les besoins réels, est la seule à même de rendre soutenable l'indispensable élan du développement technique et scientifique vers l'émancipation humain et le respect du vivant.

Quant à la question stratégique, si le capital se concentre désormais dans la circulation et le stockage, le terrain de la lutte se déplace avec lui. La prise de contrôle ouvrière ne se situe plus seulement sur le lieu de production, mais aussi sur les nœuds logistiques, sur lesquels les travailleurs détiennent une capacité de contrôle qui tend à se confirmer ces dernières années.

L'internationalisme doit se matérialiser dans des actions concrètes. Déjà, depuis le centre capitaliste, il faut désarmer la capacité de coercition de notre propre impérialisme : entraver les logiques militaires et les chaînes logistiques par lesquelles la France, l'Europe et les États-Unis projettent leur puissance vers les Suds.

Ensuite et surtout, il faut rééquilibrer les échanges inégaux envers les pays dominés, dont la souveraineté face aux prédations doit être systématiquement défendue, avec des armes s'il faut, en même temps qu'il faut les soutenir dans leur réappropriation de leurs propres conditions matérielles de développement. Qu'ils s'émancipent de la domination qui les condamne à rester les « hectares fantômes » du Nord.

Notes

[1] Sur ce sujet, voir par exemple les nombreuses interventions de Jean-Luc Mélenchon : https://www.humanite.fr/politique/front-de-gauche/jean-luc-melenchon-nous-vi-ons-la-fin-de-lancien-regime-liberal

https://www.youtube.com/watch?v=gyru0bMxYps

[2] Lénine : *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916.

[3] Sur le développement d'une « raison d'État » concernant la maîtrise des conditions matérielles de la souveraineté écologique, voir Pierre Charbonnier, *Écologie de guerre : un nouveau paradigme,* La découverte 2024.

[4] Le mot « hegemon » désigne « la capacité à mener » (*conduire, diriger)* par la suprématie d'un acteur sur les autres. Une puissance à ce point supérieure qu'elle incite les dominés à coopérer plutôt qu'à résister: l'authentique hégémonie incite, au delà de la contrainte de la force, à participer à la domination plutôt qu'à la combattre, toute résistance étant vouée à l'échec.

[5] Forme de guerre navale utilisée pour détruire ou perturber la logistique adverse par des attaques sa marine marchande, souvent menées par des corsaires, qui implique de faire escorter les navires de commerce par des flottes de guerre.

[6] Conversion économique vers la fourniture de matières premières aux économies industrielles.

[7] Arsenalisation : la transformation en armes.

[8] Multiscalaire : à plusieurs échelles, du champ de bataille au attaques numériques, en passant par la déstabilisation politique et économique.

Marto Ferrant, le 19 juillet 2026